

Initiatives ministérielles

mesurer à l'avenir. Cela n'a jamais été fait, mais c'est une chose que nous devons faire à l'avenir.

Une autre chose que nous n'avons pas faite en tant que pays et qu'aucun pays n'a vraiment faite, c'est déterminer quelles sont les organisations internationales dont nous devrions faire partie ou non. Nous sommes membres à l'heure actuelle d'un grand nombre d'organisations internationales, dont beaucoup font double emploi.

Si l'appartenance à ces organisations nous pose des problèmes, il en va de même pour les autres pays. Aucun pays n'a pris l'initiative d'essayer de rationaliser ces organisations. Une occasion unique s'offre au Canada de le faire. Nous devrions sauter sur l'occasion et voir quelles organisations font double emploi entre elles et faire des recommandations constructives à la communauté internationale pour déterminer où nous pouvons fusionner ces organisations en une seule ou en un moins grand nombre. Cela nous permettrait d'économiser de l'argent et en ferait par conséquent économiser à beaucoup d'autres pays.

Une autre chose que nous devrions faire, c'est suivre l'exemple que donne la mesure à l'étude en rationalisant le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Le fait de changer le nom du ministère pourrait nous servir de tremplin pour fusionner divers secteurs au sein du ministère dans le but de faire économiser beaucoup d'argent aux contribuables.

Il est un autre problème auquel nous devons nous attaquer, et dont j'ai fait récemment l'expérience, au ministère du Commerce international.

• (1625)

De nombreux exportateurs canadiens m'ont dit qu'ils aimeraient pouvoir exploiter plus efficacement les marchés internationaux. Ils n'arrivent pas à le faire pour un certain nombre de raisons.

Une chose que le ministère du Commerce international peut faire à ce sujet, c'est d'informer les exportateurs canadiens des marchés qu'ils pourraient exploiter et pour lesquels nous possédons peut-être des compétences que les autres pays n'ont pas.

Actuellement, le principal problème, c'est d'obtenir l'information au moment opportun. À cause de cela, d'autres pays peuvent obtenir à l'étranger des contrats qui devraient en réalité revenir à des Canadiens. Des emplois pourraient ainsi être créés chez nous. Il s'agit de contrats que nous pourrions exécuter aussi bien, sinon mieux, que les autres pays.

J'inviterais le personnel du ministère à chercher des moyens d'informer rapidement nos exportateurs des possibilités qui existent à l'étranger et dont eux et l'ensemble des Canadiens pourraient tirer profit.

Nos ambassades sont un secteur que nous n'avons pas suffisamment mis à contribution. Nos ambassades dans le monde entier pourraient en effet aider nos exportateurs. Elles sont au front et elles peuvent dire au ministère les possibilités qui s'offrent à nos exportateurs.

Je vais maintenant aborder un aspect légèrement différent. Si l'on examine l'ensemble des menaces qui existent actuellement, force est d'admettre que le monde n'est certes pas plus sûr en cette période de l'après-guerre froide. L'an dernier, il y avait au moins 120 conflits dans le monde. Plus de 90 p. 100 d'entre eux étaient de nature intérieure. Pourquoi? Il y a un certain nombre de raisons à cela. Une raison fondamentale, c'est la croissance démographique mondiale qui n'est pas contrôlée depuis des décennies.

De 1950 à aujourd'hui, soit en peu de temps, notre population a doublé. Rappelons-nous que cette population a mis tout le temps écoulé entre la création de l'univers et 1950 pour se développer. Au cours des 25 années à venir, elle doublera à nouveau.

D'aucuns prétendent que ce n'est pas un problème grave, que nous trouverons des solutions. Or, j'estime que nous sommes complètement impuissants, comme l'atteste la situation des dernières années.

Cet accroissement démographique a pour effet qu'il y a de plus en plus d'affrontements pour la mainmise sur des ressources limitées. Ces conflits entraînent à leur tour des déplacements de populations. Nous avons vu récemment à la télévision des images de génocides et de tueries horribles.

Dans les tranchées, toute l'aide étrangère et l'aide au développement que fournissent des pays à principes comme le Canada ne donneront rien. Nous reviendrons à la case départ. Il est absolument insensé de ne pas répondre à cette menace contre la sécurité si nous continuons de fournir de l'aide. Il faut répondre à cette menace avant de s'occuper de l'aide au développement.

La sécurité n'a pas qu'un aspect militaire, comme on le pense depuis un siècle, mais également un aspect qui a trait à la gestion des ressources, de l'économie et de l'environnement. Je dirais même que c'est la plus grande menace qui pèse non seulement sur les autres pays, mais aussi sur nous. Bien des gens diront qu'ils ne craignent pas ce qui se passe dans d'autres pays, qu'il suffit de les clôturer et de les laisser s'entretenir. On a entendu des arguments semblables à propos de la Bosnie.

Mais en dehors des questions humanitaires, on peut dire que les événements à l'étranger finiront par nous toucher. Car ces conflits entraînent un certain nombre de conséquences, comme des migrations et des pressions sur nos ressources par le truchement de l'aide au commerce international et de la défense. La vie et la santé de nos gens sont ainsi menacées. Notre personnel de la défense a servi d'une façon exemplaire dans le passé.

Il existe un moyen de résoudre ces questions à court terme. Aucun pays n'a employé ce moyen jusqu'à maintenant, mais je crois que le Canada peut le faire. Il s'agit de la diplomatie préventive. Notre pays occupe une position unique, car il peut pressentir tous les pays du monde pour susciter un consensus afin que ces conflits soient résolus avant qu'ils n'éclatent. Lorsque les conflits dégénèrent en affrontements, nous devons envisager les solutions fort coûteuses de la pacification et du maintien de la paix, avec tout ce que cela comporte. La diplomatie préventive, par comparaison, coûte peu.